

PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

Vesoul, le 14/10/2013

Direction départementale  
des territoires

La directrice départementale des territoires  
à

Service Environnement et  
risque

M. Serge GOSTOLI  
Lieu dit Moulin de Brésilley  
5 rue du vieux Moulin  
70 140 BRESILLEY

Cellule Police de l'eau

Référence GG

Affaire suivie par  
Guillaume GEORGEL  
03 63 37 92 64  
guillaume.georgel@haute-  
saone.gouv.fr

Objet : Reconnaissance du droit fondé en titre du moulin de Brésilley

Copie : SMAMBVO

Monsieur,

Vous avez sollicité la direction départementale des territoires pour avoir une confirmation du droit fondé en titre du Moulin de BRESILLEY.

Au regard des éléments transmis, il apparaît que :

- Le moulin figure sur la carte de Cassini ce qui prouve l'existence de l'ouvrage avant 1789
- Le moulin fait l'objet d'un droit d'eau réglementé par ordonnance royale du 10 juillet 1847, et renouvelé par l'arrêté du 3 janvier 1996.

Le Moulin de BRESILLEY étant situé sur un cours d'eau non domanial, la preuve de son existence avant 1789 le caractérise comme étant fondé en titre.

S'agissant du débit maximal brut, celui-ci est estimé à 168 kW d'après les caractéristiques géométriques du site figurant dans le procès verbal de récolement de 1854 et dans le plan de l'ouvrage de 1822. Ce débit maximal brut est également défini dans l'arrêté du 3 janvier 1996 portant renouvellement du droit d'eau du barrage de Brésilley pour une valeur de 172 kW.

**Ainsi je vous informe que le moulin localisé 5 rue du vieux Moulin 70140 BRESILLEY est fondé en titre et que sa puissance maximale brute est fixée à 168kW.**

Cependant, j'attire votre attention sur le fait que conformément aux servitudes rappelées dans l'acte de vente du 24 février 2011, le vannage de décharge du barrage de Bresilley, le déversoir ainsi que le foncier d'emprise du déversoir et du vannage de décharge sont la propriété du Syndicat Mixte d'Aménagement de la Basse Vallée de l'Ognon (SMABVO). Ainsi l'utilisation de l'énergie hydraulique doit faire l'objet d'une convention avec le SMAMBVO et donnera lieu au versement d'une redevance annuelle de location par le permissionnaire au syndicat.



Je vous rappelle que l'article L.215-7 du code de l'environnement soumet de manière générale les cours d'eau non domaniaux à la police de l'eau : « L'autorité administrative est chargée de la conservation et de la police des cours d'eau non domaniaux. Elle prend toutes dispositions pour assurer le libre cours des eaux ». Ainsi, les ouvrages fondés en titre sont directement soumis à la police de l'eau.

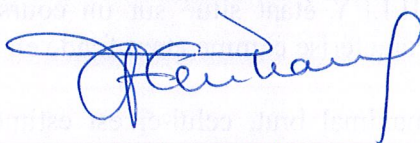
Je voudrais également attirer votre attention sur la consistance de l'article L. 214-18 du code de l'environnement qui impose aussi aux usines fondées en titre, au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2014, des dispositifs qui permettront de maintenir, dans le lit d'un cours d'eau, un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation et la reproduction des espèces piscicoles présentes dans le cours d'eau. Ce débit minimal ne pourra en aucun cas être inférieur au 1/10<sup>ème</sup> du module du cours d'eau.

Par ailleurs, afin d'atteindre l'objectif fixé par la Directive Cadre sur l'Eau de bon état des masses d'eau en 2015, des passes à poissons devront être construites, même sur les usines fondées en titre, afin de restaurer la continuité écologique et sédimentaire des cours d'eau.

Vous voudrez bien prendre ces éléments en compte si vous engagez des études complémentaires sur la faisabilité de la remise en état du site.

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le chef du service Environnement et Risques,  
La responsable de la cellule police de l'eau



Edwige FLEUTIAUX